

- GIATM -

1. Avancement des dossiers
2. Installations hydrauliques minières
3. Délais de procédure
4. PPRM
5. Décisions d'exploitation
6. Dégâts miniers
7. Utilisation des résines dans les travaux du fond
8. Tierce expertise
9. Avis hors procédure
10. Coordination avec les autorités allemandes

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DOMAINE MINIER DE CHABONNAGES DE FRANCE

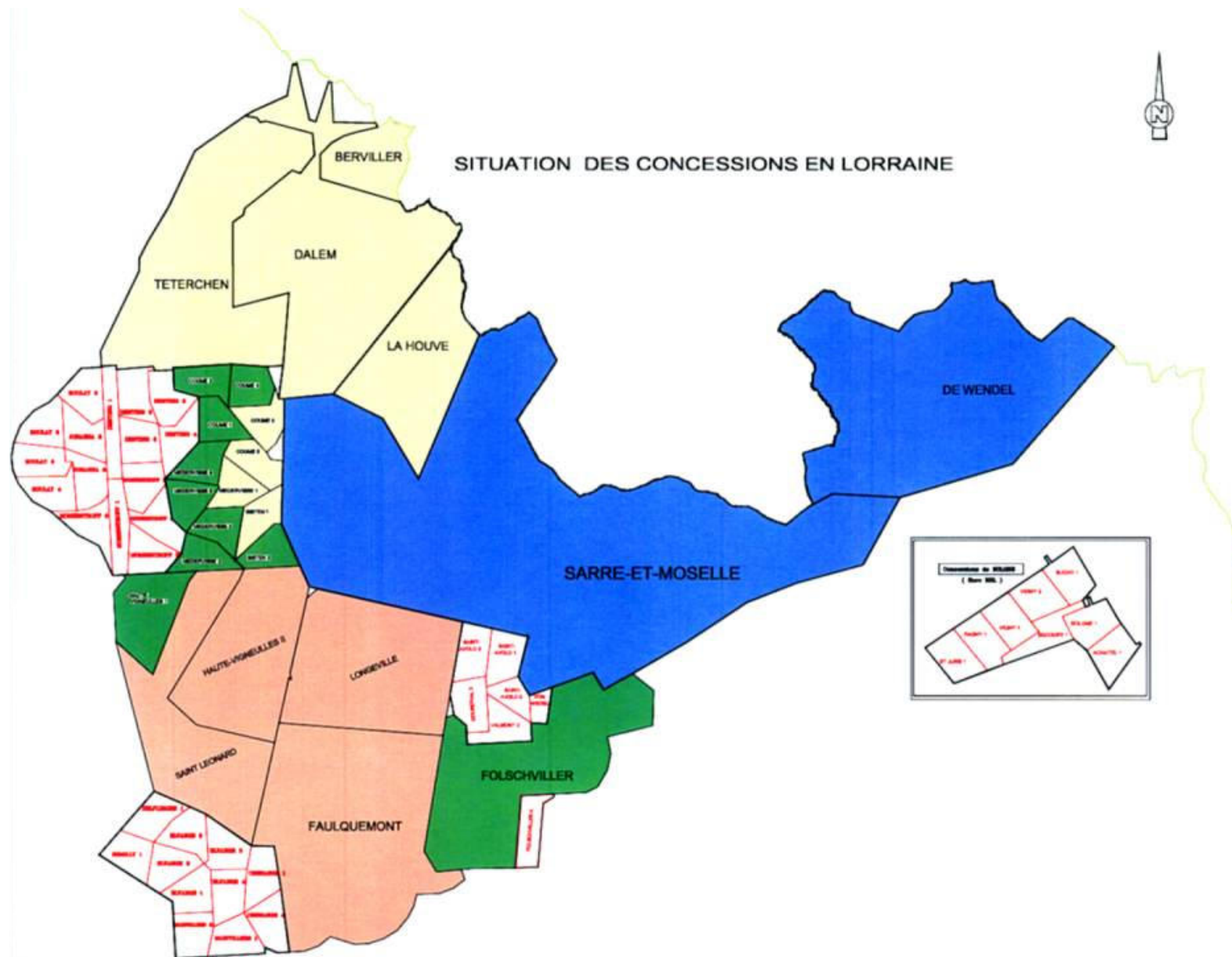
Secteur de FORBACH – MERLEBACH – LA HOUVE – FAULQUEMONT – FOLSCHVILLER

- 58 concessions dont 44 renoncées et 14 arrêts définitifs de travaux en cours (Dossiers FAULQUEMONT, LA HOUVE, DE WENDEL, SARRE ET MOSSELLE) ;

Secteur de SOLGNE

- 8 concessions toutes renoncées.

Cartographie des concessions HBL



ARRET DEFINITIF DE TRAVAUX ET D'UTILISATION D'INSTALLATIONS MINIERES DE FAULQUEMONT (4 concessions)

- 02 juin 2004 : Déclaration d'arrêt définitif de travaux et d'utilisation d'installations minières par CdF.

- 31 mai 2005 : Arrêté préfectoral n°2005-AG/3-166 prescrivant à CdF des mesures complémentaires.

ARRET DEFINITIF DE TRAVAUX ET D'UTILISATION D'INSTALLATIONS MINIERES DU SECTEUR DE LA HOUE (8 concessions+ siège La Houve- S&M)

- **24 août 2004** : Déclaration d'arrêt définitif de travaux et d'utilisation d'installations minières par CdF.

- **05 août 2005** : Arrêté préfectoral n°2005-AG/3-212 prescrivant à CdF des mesures complémentaires.

ARRET DEFINITIF DE TRAVAUX ET D'UTILISATION D'INSTALLATIONS MINIERES DE LA CONCESSION DE WENDEL

- **31 août 2005** : Déclaration d'arrêt définitif de travaux et d'utilisation d'installations minières par CdF.
- **08 septembre 2005** : Recevabilité du dossier prononcée par la DRIRE à compter du 31 août 2005.
- **09 septembre 2005** : Consultation des services (2 mois) et des 11 communes concernées (3 mois).
- **14 décembre 2005** : Fin du délai de consultation.
- **30 janvier 2006** : Demande de prorogation de 6 mois du délai d'instruction par la DRIRE. ---> 30 juillet 2006 et 31 août 2006.
- **28 février 2006** : Date limite de signature de l'arrêté préfectoral en l'absence de prorogation du délai d'instruction.

ARRET DEFINITIF DE TRAVAUX ET D'UTILISATION D'INSTALLATIONS MINIERES DE LA CONCESSION SARRE ET MOSELLE

- **25 octobre 2005** : Déclaration d'arrêt définitif de travaux et d'utilisation d'installations minières par CdF.

- **15 novembre 2005** : Recevabilité du dossier prononcée par la DRIRE à compter du 25 octobre 2005.

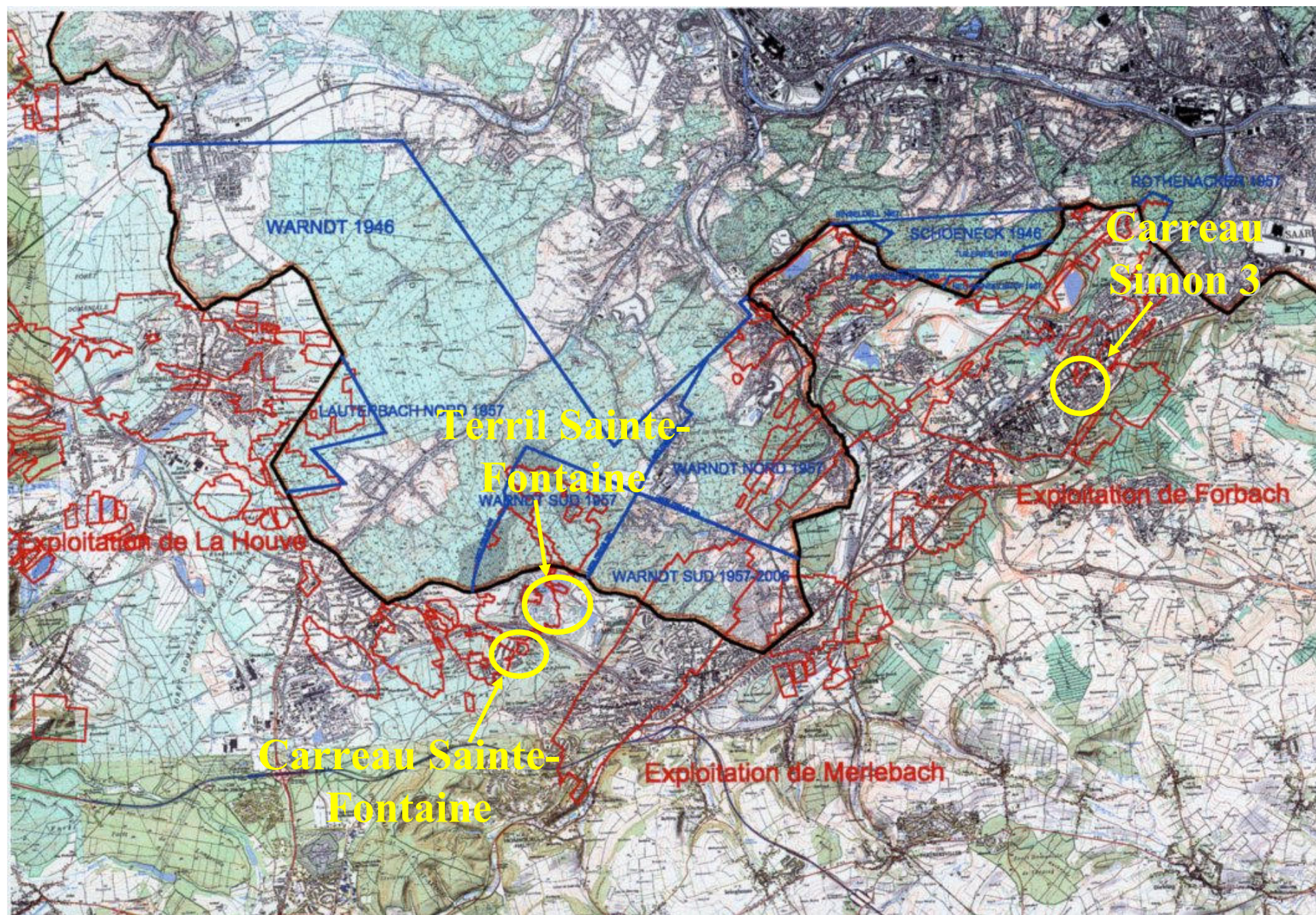
- **16 novembre 2005** : Consultation des services (2 mois) et des 23 communes concernées (3 mois).

- **25 février 2006** : Fin du délai de consultation.

- **25 avril 2006** : Date limite de signature de l'arrêté préfectoral en l'absence de prorogation du délai d'instruction.

Prorogation maximale de 6 mois (par arrêté motivé),---> Conduirait aux limites suivantes : 25 septembre 2006 pour l'envoi du projet d'AP à CDF et 25 octobre 2006 pour la signature de l'AP de 1er donné acte.

ARRET DEFINITIF D'UTILISATION D'INSTALLATIONS



ARRET DEFINITIF DE TRAVAUX ET D'UTILISATION DE CARREAUX DE MINES

Pour mémoire - CARREAU SIMON 3 (Concession DE WENDEL)

- 19 avril 2005 : Arrêté préfectoral n° 2005-AG/3-132 donnant acte de l'arrêt définitif des travaux (2^{ième} donné acte).

CARREAU SAINTE-FONTAINE (Concession SARRE ET MOSELLE)

- 10 avril 2003 : Déclaration d'arrêt définitif par CdF.
- 04 juin 2003 : Date de recevabilité de la déclaration.
- 06 juin 2003 : Consultation des services et des communes.
- 03 février 2004 : Arrêté préfectoral n° 2004-AG/3-17 autorisant l'arrêt définitif des installations suivant modalités décrites par CdF (1^{er} donné acte).
- 30 septembre 2005 : Récolement des travaux.
- 17 octobre 2005 : Arrêté préfectoral n° 2005-AG/3-292 donnant acte de l'arrêt définitif des travaux (2^{ième} donné acte).

ARRET DEFINITIF DE TRAVAUX ET D 'UTILISATION D 'UNE INSTALLATION PARTICULIERE TERRIL SAINTE-FONTAINE (SARRE ET MOSELLE)

- **30 mars 2005** : Déclaration d'arrêt de travaux par CdF.
- **26 avril 2005** : Courrier préfecture constatant la non recevabilité de la déclaration et demandant des compléments.
- **02 juin 2005** : Compléments CdF, réceptionnés le 03 juin 2005 par la préfecture → début du délai d'instruction (4 mois).
- **22 juin 2005** : Consultation des services et de la commune concernée.
- **01 septembre 2005** : Arrêté préfectoral n°2005-AG/3-242 prorogeant le délai d'instruction de 4 mois à compter du 03 octobre 2005.
- **22 décembre 2005** : transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant.
- **23 janvier 2006** : fin du délai d'un mois laissé à CDF pour présenter ses observations (art. 47 du décret n°95-696 modifié).
- **31 janvier 2006** : Arrêté préfectoral n°2006-AG/3-23 prescrivant à C dF des mesures complémentaires (1^{er} donné acte)

Deux types d'installations hydrauliques sont à considérer au sens de l'article 92 du code minier

- Article 92- 1er alinéa : Installations hydrauliques **non nécessaires** à la sécurité
 - Installations utiles à l'assainissement, à la distribution d'eau, à la maîtrise des eaux pluviales, de ruissellement ou souterraines.
 - Exemple : Puits alimentaires de l'exploitant (forages, piézomètres), eaux d'exhaures alimentant un cours d'eau.
 - Article 92- 2ième alinéa : Installations hydrauliques **nécessaires à la sécurité.**
 - Installations hydrauliques de sécurité appartenant à l'exploitant et se trouvant sur des terrains **dont il est propriétaire ou titulaire d'un droit réel** (servitudes, ...)
 - Son arrêt ou dysfonctionnement entraîne un aléa pour les biens et les personnes (inondation, instabilité de terrains, pollution,...)
- L'exploitant déclare l'existence d'installations au titre de l'article 92-1 ou 92-2 qui sont susceptibles de faire l'objet d'un transfert.
- L'Etat (Le Préfet) juge de la pertinence du classement desdites installations.

Deux types d'installations hydrauliques sont à considérer au sens de l'article 92 du code minier

- Article 92 -1 : Installations hydrauliques **non** de sécurité :
 - L'article **49** du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié implique l'information du Préfet au plus tard lors du dépôt dossier d'arrêt de travaux miniers :
 - **Publication** au Recueil des Actes Administratifs de la mention que « *les informations relatives à ces installations ont été transmises par l'exploitant et quelles sont disponibles en préfecture* » ;
 - A compter de la publication, les collectivités ou établissements publics disposent d'un **délai de 6 mois** pour faire savoir s'ils demandent* le transfert de tout ou partie de ces installations ;
 - **En l'absence de repreneur, confirmation de l'arrêt des installations par l'exploitant ;**
 - **Pas de soule** de prévue à l'occasion du transfert.

* La demande de transfert ne vaut pas engagement, les informations relatives à ces installations pouvant être incomplètes à cette étape.

Deux types d'installations hydrauliques sont à considérer
au sens de l'article 92 du code minier

- **Article 92 -2 : Installations hydrauliques de sécurité :**
 - L'article **49 -1** du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié implique l'information du Préfet au plus tard lors du dépôt dossier d'arrêt de travaux miniers :
 - **Publication** au Recueil des Actes Administratifs comme précédemment ;
 - A compter de la publication, les collectivités ou établissements publics disposent d'un **délai de 6 mois** pour faire savoir s'ils demandent* le transfert de tout ou partie de ces installations ;
 - **En l'absence de repreneur, l'exploitant maintient celles-ci en service**, puis demande leurs transferts à l'Etat.
 - Quel que soit le transfert, il est approuvé par le représentant de l'État et assorti du **versement d'une soulte****

** Voir l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux modalités de calcul de la soulte.
(JO du 16 septembre 2005)

Délais de procédure

Article 47 du décret du 9 mai 1995

Rappels :

- Le délai de l'ensemble de la procédure (1^{er} donné acte) est de 6 mois renouvelable une fois pour permettre au préfet d'examiner les dossiers et de tenir compte des avis des services et des communes.
- Consultation des services : 2 mois ;
- Consultation des communes : 3 mois ;
- Délai entre le 1^{er} et le 2^{ème} donné acte : aucun (temps nécessaire pour réaliser les travaux, + délai nécessaire au récolement) ;
- Délai de procédure : incontournable, sinon, ouverture de droits à l'exploitant minier pour dépassement des délais réglementaires ;
- Délais de consultation des services et des communes :
 - incontournables par l'administration ;
 - pour les communes, les services en charge de l'instruction du dossier peuvent prendre en compte des avis intervenants hors délai tant que le projet d'arrêté préfectoral n'a pas été transmis à l'exploitant pour observation.

Plans de prévention des risques miniers - PPRM -

Textes de base : Article 94 du code minier et décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier.

L'Etat élabore et met en œuvre les PPRM, après analyse des documents et études fournis par l'exploitant dans le cadre de l'arrêt des travaux miniers ;

Le PPRM n'a pas un caractère obligatoire.

PPRM = Servitude d'utilité publique

Plans de prévention des risques miniers - PPRM -

▣ 3 critères à prendre en compte :

1. La nature du risque ;
2. L'ampleur des conséquences ;
3. L'éventualité de sa survenance.

▣ Cas du bassin houiller :

- Méthode d'exploitation utilisée ⓘ Pas de nécessité de prescription de PPRM ;
- Exception : zone du sillon profond à Freyming- Merlebach et éventuellement certains puits.




▣ Autres solutions :

- Inscription au livre foncier pour le cas des puits (Servitudes)
- Porter à connaissance et reprise des informations dans le PLU de la commune : Freyming-Merlebach pour la zone du sillon profond.

Décisions d'exploitation

- **La réglementation impose à l'exploitant la mise en sécurité des travaux : Chantiers, secteurs d'exploitations achevés, puits de mines etc... dans le cadre normal de l'exploitation.**
- **Les méthodes ou procédures ne font pas l'objet d'information ou de consultation publique :**
 - ▲ **Cas des galeries d'accès et puits : fermeture pérenne ;**
- **Néanmoins, l'exploitant informe la DRIRE de la fermeture des puits, dossiers à l'appui (méthode, produits utilisés, impact, ...) ;**
- **Le dossier de fermeture des puits à fait l'objet d'une présentation à la MISE 57 en septembre 2003.**

Décisions d'exploitation

- **Cas des puits comblés intégralement**  **Coulis de cendres volantes / ciment :**
 - ▲ **1999 à 2003 - Tests de lixiviation réalisés par le CERCHAR :**
3 ans dans des eaux minéralisées et 1 mois dans des eaux d'ennoyage ;
 - ▲ **2003 - Étude ANTEA : caractérisation des matériaux, modélisation et détermination de l'impact sur les eaux ;**
 - ▲ **2004 - Étude ANTEA : Tests de lixiviation sur la formulation exacte des bétons utilisés, prise en compte du rôle de la diffusion et comparaison des résultats avec les seuils SEQ- EAU classe 1 et 2**
-  **cas du relargage diffusif : concentrations inférieures aux seuils de détection ;**
-  **cas du relargage à taux constant (le plus pénalisant) :**
 - **concentrations inférieures aux limites pour eau potable ;**
 - **concentrations inférieures aux limites SEQ-EAU classe 1B.**

Dégâts Miniers

Article 75-1 du code minier

- L'explorateur ou l'exploitant , ou à défaut le titulaire du titre minier est responsable des dommages causés par son activité ;
- Il peut s'exonérer de sa responsabilité en apportant la preuve d'une cause étrangère ;
- Cette responsabilité n'est pas limitée au périmètre du titre minier, ni à la durée de validité du titre minier.
- Indemnisation sous contrôle des tribunaux civils.
- En cas de disparition ou de défaillance du responsable, l'Etat est garant de la réparation des dommages ;
- Intervention possible du fond de garantie des assurances obligatoire (FGAO) sur résidences principales.
- Ne relève pas de la procédure d'arrêt définitif des travaux miniers qui est une procédure administrative.

Tierce expertise

- Non prévue par la réglementation – code minier, décret de police des mines n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié ;
- L'administration fait procéder à sa propre tierce expertise du dossier -
> Expertise GEODERIS ;
- Avis des différents services administratifs qui ont chacun leurs propres préoccupations ;
- Aucune objection de principe, à faire diligenter une tierce expertise ;
- Cas du dossier De Wendel : Les communes ont fait expertiser le dossier par les experts GEOARMOR (par le biais de l'ACOM) ;
- Compte tenu des délais de la procédure :
 - mieux vaut faire expertiser des points particuliers, bien identifiés, qui posent questions ;
 - problème du financement (= délai et respect de la réglementation)

Avis hors procédure

- La procédure à suivre est prescrite par le décret du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux et à la police des mines ;
- Sont consultés :
 - Les services de l'Etat : DDE, DDAF, DDASS, DIREN, DRAC, Autorité Militaire (délai de réponse : 2 mois)
 - Les communes concernées par le périmètre minier (délai : 3 mois)
- Cas des avis du collectif environnement de Moselle Est
Ils sont pris en compte :
 - Soit parce qu'ils sont repris dans les avis des communes (cas de la Houve)
 - Soit directement, s'ils parviennent suffisamment tôt à l'administration, donc avant la fin de la procédure (< 6 mois ou 1 an)

COORDINATION ENTRE **AUTORITES ALLEMANDES ET FRANCAISES**

- **Traité Franco-Allemand du 27 octobre 1956 sur le règlement de la question Sarroise et des contrats d'amodiations (dernier en date du 17/03/1978)**
- **Les travaux miniers s'étendent de part et d'autre de la frontière et communiquent ;**
- **Existence de liaisons hydrauliques entre le bassin Centre/Est et le bassin du Warndt/Luisenthal ;**
- **De nombreuses réunions de coordination ont eu lieu entre les autorités allemandes et françaises et les exploitants DSK/CDF (Dernière en date : 14 octobre 2005)**

COORDINATION ENTRE AUTORITES ALLEMANDES ET FRANCAISES

- **Dans le Warndt : Les travaux d'exploitation se sont arrêtés en avril 2005 ;**
- **Des travaux d'isolement hydraulique entre le Warndt et Luisenthal sont en cours (Fin prévue : mars 2006) ;**
- **Des études hydrogéologiques ont été menées conjointement par DSK et CDF avec le concours d'expert : ANTEA, DMT, CESAME ;**
- **L'arrêt de l'exhaure par CDF est conditionné :**
 - **par la réalisation du serrement entre le Warndt et Luisenthal,**
 - **par l'accord des autorités allemandes (OBA) – Respect des articles 75 et 79 du code minier.**

Utilisation des résines dans les travaux du fond

- Utilisation :
 - depuis 1976, dans les travaux du fond ;
 - pour la consolidation des terrains (Polyuréthane) ;
 - pour le remplissage de cavités (Phénolique) ;
 - pour l 'étanchéification des entrées d 'air dues au foudroyage, dans le but de limiter les risques d 'échauffement et les venues de grisou (Urée-formol) ;
 - dans les zones les plus profondes du gisement ;
 - sous forme polymérisée.

Utilisation des résines dans les travaux du fond

- Quantités utilisées :**

	La Houve	De Wendel	Sarre et Moselle	Total/Produit
- Polyuréthane	7.465 ^T	6.536 ^T	8.171 ^T	22.172 ^T
- Phénolique	8.366 ^T	3.570 ^T	10.827 ^T	22.763 ^T
- Urée-formol	3.695 ^T	1.498 ^T	2.076 ^T	7.269 ^T
Total / U.E.	19.526 ^T	11.604 ^T	21.075 ^T	52.205 ^T

- Les produits non utilisés ont été remontés et éliminés par des entreprises spécialisées.**

Utilisation des résines dans les travaux du fond

- **Impact :**
 - **analyses sur eaux d'exhaure issues de quartiers ennoyés : résultats inférieurs aux seuils de détection (indice phénol, formaldéhyde, indice HC).**
 - **tests de lixiviation sur produits polymérisés et détermination des concentrations au rejet (indice phénol, hydrocarbures C10-C40, phénanthrène, formaldéhyde) :**
 - **résultats inférieurs aux normes fixées pour les eaux destinées à la consommation humaine ;**
 - **résultats pour les formaldéhydes < recommandation canadienne.**

 **Impact négligeable sur le milieu récepteur.**